

**Direction des actions
Interministérielles**

*Bureau de l'environnement et de
l'aménagement du territoire*

3D.3B/ALG

Arrêté Complémentaire
Société Distillerie Jean GOYARD à Mareuil sur Ay - Ay

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
chevalier de la légion d'honneur,**

**INSTALLATIONS CLASSEES
N° 2004.APC.188.IC**

VU :

- le livre V du code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- la demande du 7 janvier 2004, complétée les 11 février, 27 mars 2004, 27 avril 2004 et 4 mai 2004 par laquelle la société GOYARD sollicite l'autorisation :
 - d'accroître la capacité de diffusion,
 - d'augmenter sa capacité de production de tartrate de chaux,
 - de mettre en service une nouvelle unité de rectification,
 - de créer deux dépôts pour le stockage de bourbes, lies et vins en réservoirs fixes,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées du mardi 4 mai 2004,
- l'avis émis le 10 juin 2004 par le Conseil départemental d'hygiène,

CONSIDERANT :

- que l'augmentation des capacités de diffusion et de production de tartrate de chaux ne sont pas de nature à induire des nuisances ou des risques nouveaux,
- que ces activités ne relèvent pas d'une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- que des mesures sont prévues pour assurer la sûreté, la maintenance et la surveillance de l'unité de rectification,
- que cette unité qui utilise des équipements de distillation existants n'est pas de nature à augmenter les capacités de production de l'établissement, mais permet d'améliorer la qualité des alcools produits jusqu'alors,
- que les nouvelles unités de stockage de bourbes, lies et vins en réservoirs fermés constituent une amélioration des

- conditions de conservation de ces produits dans l'établissement,
- que la hauteur hors sol des réservoirs de stockage de bourbes, lies et vins du site B est de 6 m et préserve en cela l'intérêt du voisinage,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société distillerie Jean GOYARD dont le siège social se situe 52 rue Jules Blondeau - BP 10, 51160 AY, est autorisée, sous réserve du respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004, complété par le présent arrêté à :

- accroître la capacité de diffusion,
- augmenter sa capacité de production de tartrate de chaux,
- mettre en service une nouvelle unité de rectification,
- créer deux dépôts pour le stockage de bourbes, lies et vins en réservoirs fixes,

au sein de son établissement situé sur les communes de Ay et Mareuil sur AY.

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers visés ci-dessus, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 2004 complété par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Bruit et vibration

L'article 6.3 "Contrôles" de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004 est complété par l'alinéa suivant :

"Des contrôles des niveaux acoustiques en limite de propriété et dans l'environnement seront réalisés au plus tard 3 mois après la mise en service des nouveaux équipements de production de tartrate de chaux, puis de l'atelier de rectification, par un organisme ou une personne qualifiée.

L'inspection des installations classées sera informée au moins une semaine à l'avance de la date de ces contrôles, afin de lui permettre de pouvoir y assister.

ARTICLE 3 : Sécurité

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004 est complété par un article 7.16 ainsi rédigé :

Article 7.16 nouveau : Atelier de rectification

Les dispositions suivantes sont applicables à l'unité de rectification, en plus des dispositions prévues ci-dessus.

Le bouilleur est équipé des dispositifs de sécurité suivants :
capteurs de niveaux et de températures,
événements de pression et de dépression.

Il subit un essai d'étanchéité avant chaque campagne dont les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La fosse qui le contient comporte des dispositifs de détection incendie, détection de vapeur, détection de fuites liquides, et

est largement aérée.

ARTICLE 4 : Stockage de bourbes, lies et vins

Les aménagements des stockages de bourbes, lies et vins, dénommés sites A et B sur le plan joint, doivent respecter notamment les dispositions des articles 2.7, 3.9.2.1, 3.9.4 et 3.10 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004.

Ils présentent les capacités suivantes :

- site A : 5 réservoirs de 200 m³ et 3 réservoirs de 66 m³,
- site B : 4 réservoirs de 130 m³, d'une hauteur hors sol de 6 mètres.

ARTICLE 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

ARTICLE 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Ampliations

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à messieurs les maires de Mareuil sur AY et AY qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société Distillerie Jean GOYARD -52 rue Jules Blondeau BP 10 51160 AY par voie de recommandé avec accusé de réception.

Messieurs les maires de Mareuil sur Ay et AY procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté préfectoral pendant un mois.

Châlons en Champagne, le 13 décembre 2004

Par ampliation
Pour le préfet et par délégation
L'attaché principal, chef de bureau

Le préfet,
Pour le préfet
Le Secrétaire Général

Eric Dhellemme

signé : Raymond Le Deun